



Genre et confinement en Italie

Par Caroline Bordecq
Paru sur Axelle.be – Mars 2020

La crise du coronavirus a contraint les Italien·nes au confinement. Mais pour certaines, l'appel à rester chez soi n'est pas une invitation rassurante. Dans l'urgence, les inégalités entre femmes et hommes se creusent. Jusqu'à rogner certains droits déjà bafoués.



« *Tout le monde n'est pas égal face à la quarantaine* », prévient d'emblée Carlotta Cossutta, militante au sein du mouvement féministe Non Una Di Meno à Milan. Depuis le 23 février, les mesures pour limiter la propagation du coronavirus se sont durcies en Italie. Il y a d'abord eu la fermeture des écoles. Puis le télétravail ou les congés imposés. Et finalement l'appel au confinement du président du Conseil Giuseppe Conte : « *Io resto a casa !* » (« je reste chez moi »). « *Si le slogan est juste dans cette situation de crise, pour beaucoup de femmes, la maison n'est pas un lieu sûr* », rappelle la militante. L'actualité lui a tristement donné raison.

« Journal de la quarantaine transféministe »

Trois féminicides ont été enregistrés en Italie dans les trois premières semaines de l'épidémie, dont deux perpétrés au domicile des victimes. Dans le même temps, les centres d'accueil de victimes de violences ont dû fermer leurs portes à cause de la quarantaine. Même si les lignes téléphoniques restent ouvertes, « *des femmes se retrouvent confinées avec des partenaires violents, parfois sans pouvoir s'isoler pour appeler à l'aide* », analyse Carlotta Cossutta. *L'urgence amplifie les inégalités et les oppressions dont les femmes sont déjà victimes. C'est important de les mettre en lumière.* »

C'est dans ce contexte que les membres de Non Una Di Meno à Milan ont lancé un podcast au début de la crise : « Journal de la quarantaine transféministe » (I diari dalla quarantena transfemminista¹). Chaque jour, pendant quelques minutes, des femmes par-

¹ <https://nonunadimenomilanoblog.wordpress.com/i-diari-dalla-quarantena-transfemminista/>

tagent leur quotidien au temps du coronavirus. Très vite, la question de la conciliation travail – enfants émerge, avec la fermeture des écoles.

En Europe, l'Italie est le pays qui concentre le plus de femmes n'ayant jamais travaillé, pour s'occuper des enfants. Et parmi celles qui ont un emploi, 6 sur 10 réduisent leur horaire pour dégager du temps pour leurs petits (selon l'Istat²). Dans cette situation de crise, il n'est donc pas difficile d'imaginer qui mettra sa carrière de côté. *« Il y a ce risque surtout si la femme gagne moins que le compagnon [en moyenne, le salaire des Italiennes est 25 % inférieur à celui des hommes, selon l'Istat, ndlr], ou bien si elle a une carrière moins importante »*, analyse la sociologue Chiara Saraceno.

« Beaucoup de femmes ne bénéficieront d'aucun amortisseur social »

Avec quatre enfants à la maison de 1 à 9 ans, Michela a dû ralentir drastiquement son activité professionnelle à cause de l'épidémie. Depuis trois ans, elle tient un blog consacré aux familles nombreuses et écrit des articles publicitaires pour des marques. En quelques jours, cette blogueuse a vu son salaire diminuer de 50 %. *« J'essaie de me lever plus tôt le matin, quand tout le monde dort encore, pour écrire. En général j'arrive à travailler deux heures, mais ce n'est pas possible tous les jours »*, raconte-t-elle.

Si les femmes sont particulièrement fragilisées par la crise, c'est qu'elles ont des emplois plus précaires que les hommes. Certes, le gouvernement a prévu des mesures sociales pour les travailleurs/euses : congé parental, aides sociales pour tous·tes les salarié·es, etc. Mais la sociologue Chiara Saraceno estime que cette bonne nouvelle est en demi-teinte. Certaines catégories de personnes, déjà en difficulté, comme les aides à domicile, par exemple, risquent encore d'en être exclues.

² L'Istituto nazionale di statistica (ISTAT), ou Institut national de statistique, est un organisme public de recherche italien consacré à toutes les questions de statistiques et de démographie dans le pays.

La charge des enfants, 24h/24

La crise du coronavirus ne touche pas seulement les travailleuses, mais aussi les mères. Pour éviter une trop longue interruption dans le programme scolaire, de nombreuses écoles ont mis en place un système d'enseignement à distance. *« Mais les cours en ligne, surtout pour les plus petits, doivent être contrôlés »,* explique Chiara Saraceno. Une charge supplémentaire qui pèse sur les mamans. De plus, le système risque d'aggraver les inégalités entre les enfants. *« Toutes les familles n'ont pas une connexion internet ou un ordinateur pour regarder les vidéos. Et même quand elles l'ont, toutes les mamans n'ont pas les compétences pour aider leurs enfants »,* s'inquiète la sociologue.

Des femmes se sont donc retrouvées du jour au lendemain à devoir gérer souvent seules un quotidien en confinement avec les enfants. *« J'ai épuisé toute ma patience »,* plaisante d'abord Chicca, maman de trois enfants de 1 à 10 ans, avant de préciser, plus grave : *« Certains jours, j'arrive à profiter avec eux. Et d'autres, je pense que je ne serai pas capable d'arriver au bout de la journée... »*

Un sentiment partagé par Silvia qui ne peut désormais plus compter sur l'aide de sa famille pour garder son petit garçon. *« On nous dit : « profitez des enfants ». Ok, mais je dois aussi faire avancer mon travail. C'est difficile de garder l'équilibre et de ne pas transmettre à mon fils l'anxiété ! »,* confie-t-elle.

Le droit à l'IVG encore plus fragilisé

À Milan, les membres du groupe Salute Fuori Mercato (« la santé, ce n'est pas un marché »), au sein du collectif d'entraide Ri-Make, travaillent sur la question de la santé des femmes en Italie. Quand la crise du coronavirus a frappé le pays, la militante Emilia Andreou s'est interrogée sur ce qui allait advenir de l'accès à l'IVG, *« puisque c'est un droit qui est déjà bafoué. »* En 2017, 68,4 % des gynécologues italien·nes étaient « objecteurs/trices de conscience » et refusaient de pratiquer des IVG.

Sur les cinq établissements contactés autour de Codogno, premier foyer du virus en Lombardie – la région italienne la plus touchée

par l'épidémie –, seul un assure les avortements, constate Emilia Andreou. Les autres ont suspendu le service de gynécologie-obstétrique ; un l'avait même déjà supprimé avant la crise.

Emilia Andreou estime : *« C'est sûr qu'on est dans une situation d'urgence, mais ça aurait pu être évité. Les féministes demandent depuis des années que l'IVG pharmacologique puisse être faite à l'intérieur des plannings familiaux. Cela aurait allégé la charge des hôpitaux. »* Plus grave encore : le seul hôpital assurant les IVG a suspendu les avortements médicamenteux. Même ceux qui étaient prévus avant la crise ont été transformés en interventions chirurgicales. L'hôpital n'a pas donné les raisons de cette décision.

De son côté, Carlotta Cossutta poursuit la réflexion. En Lombardie, les urgences qui ne concernent pas le coronavirus ont été transférées dans des hôpitaux privés accrédités. *« Mais une loi de 2011 leur permet d'avoir uniquement des médecins « objecteurs de conscience ». Ce qui est un gros problème parce que cela veut dire qu'il n'y a aucun accès à l'avortement »,* s'inquiète-t-elle. Dans cette région du nord de l'Italie, 66 % des médecins font appel à l'objection de conscience.

Eleonora vit à Piacenza, à 10 km de Codogno. Dans l'hôpital à côté de chez elle, *« tous les services gratuits pour les familles ont été suspendus. »* Elle y allait régulièrement pour se faire aider dans les débuts de sa maternité. Il y avait un centre d'allaitement, des consultations gratuites avec des sages-femmes. *« Ce ne sont pas des services essentiels mais qui peuvent être importants pour les familles, les mamans. »* Emilia Andreou ne veut pas critiquer un hôpital en particulier. Au contraire, pour elle, il faut faire une analyse plus générale et plus systémique : *« Si on n'avait pas coupé les fonds et si on avait anticipé, on n'aurait pas été forcés de retirer des droits à certains et certaines. »*

Une lecture de genre nécessaire

Au-delà des conséquences du confinement et des urgences médicales, des scientifiques s'intéressent à l'aspect genré de l'impact direct de la maladie. Pour les chercheuses Clare Wenham, Julia

Smit et Rosemary Morgan, du groupe de travail international Genre et COVID-19, les épidémies passées ont déjà montré l'importance d'intégrer cette analyse de genre dans la gestion d'une crise sanitaire. Dans un article du *Lancet*³ consacré à la crise actuelle du coronavirus, elles pointent les différences de mortalité et de vulnérabilité entre femmes et hommes face à la maladie. Des preuves suggèrent en effet que les femmes contaminées meurent moins que les hommes, pour des raisons à la fois immunologiques et genrées (parce qu'elles fument moins, par exemple). Mais d'un autre côté, les femmes représentent 90 % des soignant·es dans la province de Hubei, en Chine, et sont donc massivement plus à risque de tomber malades : c'est également le cas en Italie... ou en Belgique. La lecture de genre semble une clé pour construire une réponse efficace à la « flambée de ces maladies », notent enfin les chercheuses. Le message sera-t-il enfin reçu ?

³ *The Lancet* est une revue scientifique médicale britannique

